

Disputes sur l'enseignement

■ Dans l'indifférence, à partir de cette année, le français n'est plus une obligation dans l'enseignement flamand.

Jan De Troyer

Chroniqueur.

Vu de Flandre

Près de 1,2 million d'étudiants flamands ont retrouvé le chemin de l'école après une longue période de vacances. Environ 160 000 membres du personnel — professeurs, directeurs et membres du secrétariat — ont repris le travail pour accueillir ces jeunes Flamands. Et comme le veut la tradition, la rentrée est allée de pair avec une pléthore de débats animés de convictions opposées sur l'avenir de l'enseignement. Le patron du réseau catholique, Lieven Boeve, a accusé la N-VA de vouloir saper l'ADN du réseau libre et la liberté de l'enseignement, en imposant de nouveaux "eindtermen" (les objectifs à atteindre par chaque élève à la fin des études). Ce point de vue n'a pas reçu trop de soutien : tous les partis politiques flamands voudraient actualiser et concrétiser ces objectifs à atteindre. Le constat que notre enseignement ne réussit pas à réduire les inégalités au sein de la société a provoqué des commentaires critiques. Quand il s'agit des chances de réussite d'enfants de parents bien formés et fortunés, l'enseignement flamand est champion européen, mais il ne réussit pas à faire la même chose pour les pauvres. L'enseignement est donc source de ségrégation.

Les enquêtes Pisa de l'OCDE, évaluant les connaissances des élèves, démontrent que l'enseignement francophone a rattrapé un sérieux retard sur

celui du Nord. Mais quand il s'agit des cours de citoyenneté, l'enseignement francophone devance la Flandre. Dans le meilleur scénario, les cours de citoyenneté ne seront introduits au Nord qu'en septembre 2018. A la lumière de la problématique de la radicalisation des jeunes, ce ne sera pas un luxe superflu. Les comportements problématiques observés récemment parmi de tout jeunes enfants dans une école maternelle à Renaix devraient inciter à l'urgence. La récitation de versets du Coran durant la récréation, le refus de donner la main et les menaces prononcées à l'encontre des enfants "non-croyants" traités de "cochons", les gestes imitant un égorgement, tout cela n'est évidemment que des imitations de comportements observés à la maison. Mais ces attitudes illustrent le besoin urgent d'éducation citoyenne, et, soit dit au passage, pas seulement pour les enfants.

Concernant l'enseignement de la deuxième langue nationale, l'absence de débat a été totale. C'est donc dans l'indifférence totale qu'on va découvrir qu'à partir de cette année, le français n'est plus une obligation dans l'enseignement flamand.

On constate la même absence de débat à propos de l'acquisition par les jeunes Flamands de "competenties en vaardigheden" (compétences et aptitudes) au lieu de connaissances immédiatement valorisables. Il est évident

qu'il ne faut plus harceler les jeunes avec des devoirs de mémorisation. Au temps de l'informatique et de l'Internet, la capacité de reproduction de certaines informations a perdu en importance. Il est donc normal qu'on mette au sein de l'enseignement l'accent sur la capacité à résoudre les problèmes de toute sorte et sur un savoir-faire qui permet de trouver dans différents aspects de la société des solutions. Cette approche est inspirée avant tout par les besoins du marché du travail : encore une fois, la logique économique fait la loi. Mais négliger l'acquisition d'une culture générale qui oblige à quelques exercices de mémoire comporte aussi des risques. On a testé récemment les élèves du secondaire d'une école flamande en les confrontant avec le nom "Pearl Harbor". Le résultat était désastreux, la meilleure réponse étant "une chaîne d'opticiens". Le bagage intellectuel n'est pas une priorité dans une idéologie de pragmatisme anglo-saxon, qui réserve la lecture d'Homère à une élite. C'est ainsi qu'on produit des leaders comme Donald Trump. En éduquant des générations qui ne savent par exemple plus rien de la facilité de l'ascension de Mussolini, la société pluraliste prend un grand risque. Ceux qui se disputent chaque année sur l'enseignement devraient aussi remettre en question des priorités considérées comme des évidences.